

La question berbère dans l'Algérie indépendante : la fracture inévitable ?

Salem Chaker

Chaker Salem, . La question berbère dans l'Algérie indépendante : la fracture inévitable ?. In: Revue du monde musulman et de la Méditerranée, N°65, 1992. L'Algérie incertaine. pp. 97-105.

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

Salem CHAKER

LA QUESTION BERBÈRE DANS L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE LA FRACTURE INÉVITABLE ?

Le "printemps berbère" de 1980 a brutalement porté sur la scène publique un problème culturel et politique jusque là très largement ignoré, voire occulté. Jusqu'aux années quatre vingt, on a pu écrire de savants et brillants essais de sociologie politique et culturelle sur l'Algérie (ou le Maghreb en général) en oubliant totalement la donnée berbère. Et les rares auteurs – surtout des Anglo-Saxons – qui se sont interrogés sur ce point répondaient tous que les Berbères, en tant que tels, ne constituaient plus dans le Maghreb contemporain des acteurs effectifs ou potentiels de l'Histoire. Globalement, les sciences sociales académiques considéraient alors que le processus d'intégration nationale avait atteint un stade tel que le paramètre berbère ne pouvait plus jouer de rôle spécifique dans le devenir politique et culturel de l'Afrique du Nord.

On n'épiloguera pas ici sur la signification intellectuelle et idéologique de cette appréciation quasi unanime à l'époque. Disons simplement que l'observateur attentif du terrain algérien avait pourtant à sa disposition, dès l'indépendance, de très nombreux indices concordants qui pouvaient l'amener à penser que la "braise berbère" n'était pas éteinte. Sans même descendre au niveau de l'observation fine du terrain berbère (en Algérie et en France), la simple étude des résultats des différentes consultations électorales, nationales et locales, sous les régimes Ben Bella puis Boumédiène, suffisait à montrer que la Kabylie avait un comportement politique tout à fait particulier, à l'opposé de celui du reste du pays, notamment en ce qui concerne les taux d'abstention, avoisinant plus d'une fois les 80 pour cent !

En tout état de cause, il est maintenant clair que l'explosion de 1980 n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : elle résultait d'un long processus de maturation qui a traversé la Kabylie et les populations kabyles expatriées (principalement en France), dont il est tout à fait possible d'identifier les conditions et déterminations, les principaux moments et les acteurs. L'inter-

diction, le 10 mars 1980, d'une conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne n'a été que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres à une situation tendue depuis plusieurs années déjà.

1962-1980 : de la maturation à l'expression ouverte

Le traumatisme de 1962-1963

Comme l'on sait, très vite après 1962, la politique d'arabisation, inscrite depuis toujours dans les programmes du nationalisme algérien, commence à prendre une certaine réalité. Avant même la mise en place définitive du pouvoir, les déclarations enflammées d'un Ahmed Ben Bella sur le caractère "arabe" de la nation (cf. Sadi, 1986) donnent le ton et fixent une orientation générale qui allait progressivement se concrétiser et se renforcer sous les différents présidents. Le paysage idéologique et politique algérien est donc, dès le départ, nettement hostile aux Berbères et à la berbérophonie.

La marginalisation des chefs politiques et militaires kabyles à l'indépendance, la prise du pouvoir à Alger par un clan arabe (le tandem Ben Bella-Boumédiène), l'hégémonie de l'armée dirigée par un état-major arabe, tout concourt, dès les premiers mois de l'indépendance, à faire que la Kabylie se perçoive déjà comme une région agressée et politiquement dépossédée d'une victoire (l'indépendance) dont elle s'estimait l'acteur principal.

On mesure sans doute mal – parce que l'hégémonie du populisme tiers-mondiste et socialisant s'exerçait à l'époque sans partage sur la presse, les relais d'opinion et la recherche – le traumatisme qu'a représenté l'intervention de l'Armée Nationale Populaire en Kabylie au moment de la révolte armée d'Aït-Ahmed, en septembre 1963 ; les séquelles de cet événement dans la conscience collective kabyle sont pourtant considérables : pour les gens de ma génération vivant en Kabylie, l'ANP a été clairement perçue comme une (nouvelle) armée d'occupation.

Un travail intellectuel et militant

Dès 1965-66 apparaissent dans la jeunesse lycéenne et étudiante en Kabylie, à Alger et en émigration (surtout à Paris) des pôles de regroupement, le plus souvent informels, qui s'engagent dans un travail de promotion de la culture berbère. Les enseignements, les publications, les activités d'animation culturelle se multiplient et atteignent une réelle efficacité au milieu des années 1970.

Durant cette phase de mise en place, l'action et la production de certaines personnalités – principalement Mouloud Mammeri – ont joué un rôle décisif. Cette militance berbère non structurée, se cristallise autour de quelques lieux propices : lycée de Tizi-Ouzou, quelques lycées d'Alger, la faculté des lettres d'Alger, la Cité universitaire de Ben Aknoun...

Le relais de la chanson

A partir de 1974, la nouvelle chanson kabyle connaît un très vif succès avec Idir, rapidement suivi par une kyrielle d'autres compositeurs et chanteurs à l'impact variable : certains sont de très grands poètes (Aït-Menguellat), d'autres des interprètes plus passagers. Mais tous vont contribuer à donner une assise de masse à la thématique identitaire et vont renforcer la crédibilité nationale et internationale de la culture berbère. Car cette néo-chanson kabyle est avant tout une protestation identitaire, dans sa thématique, dans ses formes et dans sa langue. L'aspiration identitaire berbère

va trouver là une voie d'expression extrêmement efficace et mobilisatrice, contournant ainsi le contrôle pesant du parti unique et des services de sécurité sur l'essentiel de la vie publique.

Une base sociale élargie

Grâce à ce nouveau vecteur et à la généralisation de la cassette audio, une autre mutation profonde se produit au cours de cette période : la "sensibilité berbère" va s'étendre et toucher largement la jeunesse et l'émigration. Ce qui n'était antérieurement que la référence d'une élite culturelle et/ou politique, que l'on pouvait presque dénombrer, va devenir en quelques années un phénomène de masse, éminemment politique, qui imprègne tout le tissu de la société kabyle.

Travail culturel et politisation

Dans le courant des années 1970, la répression intervient comme facteur nouveau, avec des conséquences décisives sur l'évolution de la revendication berbère. La détérioration du climat est multiforme : menaces et mesures de restriction et d'arabisation visant la chaîne de radio-diffusion kabyle, suppression, à la rentrée universitaire de 1973, du cours de berbère assuré depuis 1965 par Mouloud Mammeri à la faculté des lettres d'Alger... Des incidents violents se produisent en Kabylie (juin 1974), mais aussi à Alger (juin 1977) ; ils attestent tous la diffusion de l'aspiration berbère au sein de la jeunesse kabyle.

Des arrestations frappent, à partir de 1975-76, les militants berbères les plus radicaux (proches de l'"Académie berbère") et aboutissent souvent à de lourdes condamnations (janvier 1976, été 1976...). Ce qui va radicaliser brutalement la situation et accentuer la politisation de la mouvance berbère, avec comme conséquence directe la réactivation du FFS de H. Aït-Ahmed en 1977-78 et l'intégration de la question linguistique dans la plate-forme de ce parti en 1979.

Mais au-delà de cet aspect organique, une politisation en profondeur s'opère dans toute la mouvance berbère. Une vision plus politique des problèmes de culture et de langue se diffuse ; et la question de l'identité berbère tend à être intégrée dans une réflexion globale sur la société et l'Etat. Le courant berbère dessine déjà assez explicitement un projet de société laïque et démocratique, pluraliste aux plans linguistique et culturel. Cette réflexion va d'ailleurs très loin puisque, dès cette époque, le thème du **fédéralisme** est expressément débattu et envisagé au sein du FFS.

La décennie 1980 :

tournant tactique/continuité idéologique et constitutionnelle

Le "printemps berbère" aura permis à ce lent travail souterrain de maturation et de consolidation de la conscience berbère de se manifester au grand jour. Par delà toutes les vicissitudes événementielles et individuelles, on retiendra surtout que la décennie 1980 aura été celle de l'expression publique de la revendication berbère. Un tabou est brisé et les autorités algériennes sont désormais sur la défensive ; elles ne peuvent plus assumer leur position antérieure d'occultation et de négation totale. Après dix années d'atermoiements et de louvoiements, on accepte même finalement de créer deux départements de langue et culture berbères dans l'Université algérienne (1990 : Tizi-Ouzou ; 1991 : Bougie).

Mais il ne s'agit là en aucune façon d'une reconnaissance juridique du fait berbère : en matière d'identité et de culture, le corps de doctrine officielle, qui s'est précisé à partir de 1976 (*Charte Nationale*, puis *Résolutions sur la culture du Comité Central du FLN* : 1981, et *Charte nationale "amendée"* : 1986) maintient inchangées les mêmes thèses fondamentales : les Algériens sont

arabes et musulmans. Les Berbères ont existé dans un passé lointain et révolu. En conséquence, les Berbères ont leur place dans les livres d'histoire, les musées, les fêtes folkloriques et, éventuellement, dans les cadres académiques en tant qu'objet d'érudition.

Sur ce plan, même les mutations consécutives aux événements d'octobre 1988 n'ont pas apporté de modification à la situation : la dernière Constitution (23 février 1989), dans laquelle le terme "berbère" est toujours absent, a réaffirmé sans ambiguïté les options antérieures en matière de langue et de culture :

- art. 2 : "L'Islam est religion d'Etat."
- art. 3 : "L'arabe est langue nationale et officielle."

Et elle prend soin d'interdire *a priori* la création d'organisations politiques sur des bases régionales (art. 9/2) ou qui pourraient attenter à l'unité nationale (art. 40/2). La loi sur les "associations à caractère politique" votée en juillet 1989 par l'APN est encore plus explicite puisqu'elle interdit la formation de partis politiques sur des bases linguistiques.

Il existe d'ailleurs une convergence remarquable entre toutes les forces politiques algériennes sur ce point : à l'exception des deux partis "berbères" (FFS et RCD), leur approche de la question berbère se distribue dans un éventail qui va de la négation pure et simple à la marginalisation. Et l'éphémère et malheureux président Boudiaf s'est lui aussi parfaitement inscrit dans ce cadre : sa méfiance vis à vis des partis kabyles, notamment le FFS, était notoire et plusieurs de ses déclarations laissaient entendre qu'il les considérait comme dangereux (pour l'unité nationale). C'était bien là un de ses soucis puisqu'il y a fait allusion à plusieurs reprises, avant comme après sa prise de fonction ; il envisageait d'ailleurs une réforme de la loi sur les associations politiques dans le sens d'une interprétation stricte de l'interdiction des partis à base religieuse *mais aussi régionale ou linguistique*, ceci en dehors de toute menace immédiate sur ce terrain. Mais la crainte du "danger berbère", profondément ancrée dans l'univers idéologique nationaliste nord-africain, est une donnée permanente de l'histoire politique algérienne.

Le passage au politique : incertitudes et confusion

Les émeutes d'octobre 1988 ont entraîné un bouleversement profond du paysage politique algérien. La Constitution de février 1989 a défini un contexte tout à fait nouveau en mettant fin au monopole du FLN.

Sur le terrain kabyle, les mutations induites ont été brutales. Avec l'aval manifeste de certaines franges du pouvoir¹, un parti politique – le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) – a été fondé par un groupe de militants "berbéristes" dans les semaines qui ont suivi les événements d'octobre. Une multitude d'associations culturelles ont vu le jour, un pôle de regroupement "culturaliste" d'assez grande envergure a tenté de se constituer en 1990/91 (Mouvement Culturel Berbère)... Organisations qui se sont ajoutées au plus traditionnel Front des Forces Socialistes (FFS) d'Aït-Ahmed dont le recrutement est exclusivement kabyle et qui intègre explicitement la question culturelle et linguistique berbère dans sa plate-forme politique depuis 1979.

Or, durant toute la décennie 1980, l'option centrale du "mouvement culturel berbère" (sans majuscules !), a été de construire une "ligne berbère autonome". Autonomie vis-à-vis du Pouvoir et de ses instances idéologiques, mais également autonomie par rapport aux partis d'opposition clandestins, principalement le FFS. Sans développer d'hostilité radicale à l'égard de ce parti (par lequel la grande majorité des militants berbères sont passés et au sein duquel ils ont acquis l'essentiel de leur expérience politique), après 1980, le cordon ombilical avec le FFS se distend ; progressivement, un grand nombre d'acteurs s'éloignent de cette organisation. Se développe en fait au sein de

la mouvance culturelle berbère l'idée selon laquelle la revendication berbère doit être portée de manière *autonome et publique*, sans pour autant déboucher nécessairement sur la constitution d'un parti politique. Cette ligne est expressément défendue et représentée par les publications "Tafsut" (*Tafsut-Série normale, Tafsut-Etudes et débats, Tafsut-Série scientifique et pédagogique*), que l'on peut considérer comme le noyau pensant du mouvement berbère pour la période 1980-1988.

Cette tentative de positionnement berbère reposait au fond sur un constat sociologique maintes fois vérifié : la Kabylie est avant tout mue par l'aspiration identitaire berbère ; c'est-à-dire par la volonté d'être reconnue comme *entité linguistique et culturelle spécifique* et par le rejet de l'identité arabo-islamique officiellement proclamée et imposée.

A première vue, l'évolution politique qui a suivi Octobre 1988 n'a pas apporté une confirmation de cette analyse et de cette démarche, ni d'ailleurs vraiment contribué à la clarification du débat en la matière. L'autonomie conceptuelle et organique, durement conquise, du "courant berbère" n'a pas résisté à l'ouverture politique.

Renouant avec une tendance ancienne, les partis politiques à base kabyle (FFS et RCD) ont tous inversé la hiérarchie des motivations et des objectifs : aujourd'hui comme hier, ils se définissent comme organisations "démocratiques et nationales" et refusent de s'assumer comme forces berbères. Les deux partis ont même déployé une grande énergie à nier ou à masquer, dans leur doctrine et leur discours public, voire dans leur pratique organique, leur dimension régionale constitutive.

Mais les tests électoraux de juin 1990 et décembre 1991 ont été sans appel. Ils ont parfaitement confirmé l'analyse que j'avais développée dans mon article "La voie étroite"² : l'implantation des partis kabyles est strictement limitée à la Kabylie et aux villes à forte population kabyle (Alger surtout). Hors de Kabylie et de l'Algérois, les résultats du FFS comme du RCD, sont insignifiants. A l'inverse, la géographie de l'implantation du FIS montre que toute l'Algérie est profondément touchée par le phénomène islamiste, à l'exception de la Kabylie et de quelques zones berbérophones secondaires³.

En termes de sociologie électorale, cela signifie, même si cela peut déplaire et déranger, qu'il y a bien une dimension ethnique du vote en Algérie ; les arabophones, quelles que soient les protestations d'innocence et les déclarations "nationalistes" des chefs politiques kabyles, ne se reconnaissent pas dans ces partis perçus comme "kabyles". En terme de *données globales*, la distinction culturelle arabophones/berbérophones correspond bien à un clivage socio-politique net.

Même si certains observateurs peuvent penser qu'il nous manquait la vérification expérimentale, nous savions en fait depuis longtemps que ce clivage était une donnée profonde et majeure de la société algérienne : tant d'indices vont dans le même sens dans l'histoire politique de l'Algérie, depuis au moins 50 ans !

On peut, bien sûr, déplorer cette situation. Mais la réalité de la société algérienne est ce qu'elle est et non ce qu'il serait souhaitable qu'elle soit. Et, en tout état de cause, le rôle de l'observateur scientifique n'est pas de porter des jugements ou de définir une norme mais d'abord d'essayer, autant que faire se peut, de rendre compte des forces à l'oeuvre dans le réel social ; on ne peut donc que prendre acte d'une situation et en analyser les implications probables.

On s'interrogera plutôt sur l'extraordinaire ténacité et constance des hommes politiques kabyles qui ont continué à nier les évidences sociologiques en défendant la "ligne nationale", malgré les multiples expériences négatives antérieures en ce domaine⁴... Crainte d'assumer une situation de rupture particulièrement dangereuse ? Cécité induite par l'ancrage de l'idée nationale, du moins chez les acteurs politiques les plus âgés comme Hocine Aït-Ahmed ? ...

De ce point de vue, le positionnement global des deux organisations kabyles dans l'échiquier politique algérien présente de réelles analogies. Il en va de même au plan de l'aspiration – quasi exclusive – qui traverse leurs bases sociales respectives : dans les deux cas, on n'y rencontre que la *référence berbère*.

J'ai parlé ailleurs² de hiatus idéologique entre la base sociale (totalement berbériste) et les dirigeants (qui refusent explicitement d'assumer cette option) : je crois en fait qu'il s'agit plus d'une situation transitoire d'occultation tactique et complice que d'un véritable divorce idéologique entre la base et le sommet : qui se serait sans doute très vite traduit par un effondrement de ces partis.

Mais à d'autres niveaux, les deux organisations peuvent être nettement différenciées. Cela paraît notamment être le cas au plan sociologique ; le RCD recrute essentiellement dans les milieux de cadres kabyles (universitaires et enseignants, médecins, ingénieurs et techniciens supérieurs), dans les milieux d'affaire également, qui lui fournissent une grande partie de son support matériel. Le FFS, lui, a une base plus large, avec un ancrage plus populaire et villageois, plus âgé sans doute aussi. Ce que confirme d'ailleurs l'échec généralisé des candidats du RCD lors du premier tour des élections législatives de décembre 1991. A Tizi-Ouzou même, le secrétaire général et fondateur du RCD (Saïd Sadi), a été largement battu par son adversaire du FFS (Saïd Khellil), pourtant bien moins connu au niveau national.

Les stratégies politiques des deux partis sont elles aussi fortement divergentes. L'un, le RCD a développé depuis sa création une approche expressément collaborationniste avec les gouvernants successifs (Chadli, Ghazali, Boudiaf...). L'autre, le FFS, a globalement maintenu une attitude d'extrême distance vis-à-vis du Pouvoir, refusant d'apporter sa caution à la plupart des opérations de celui-ci (le boycott des élections locales de 1990 fut l'une des illustrations marquantes de cette position). Cette divergence d'approche s'est encore accentuée après l'intervention de l'Armée, mettant fin au processus électoral en janvier 1992. Le RCD a ouvertement appuyé cette intervention et apporté son soutien au curieux régime militaire qui s'est mis en place depuis. Le FFS a nettement condamné le coup d'Etat et a toujours demandé la poursuite du processus électoral engagé.

Bien sûr, la personnalité et le parcours personnel des dirigeants y est pour beaucoup. Aït-Ahmed est un leader historique du mouvement national algérien, opposant politique déterminé depuis l'indépendance, longtemps exilé. S. Sadi est un militant beaucoup plus jeune, issu du terrain berbériste kabyle et dont toute l'action politique a eu pour cadre l'Algérie du parti unique. Mais il est clair que cette accentuation de la divergence des analyses et des stratégies des deux partis est aussi en rapport direct avec les différences d'ancrage social. L'assise plus populaire du FFS a conforté ce parti dans un rejet global du système en place et de ses hommes ; alors que le caractère plus élitiste du recrutement du RCD pousse plutôt cette organisation dans la voie de l'intégration à un système dont l'un des vrais points forts a toujours été une grande capacité à attirer et gérer les cadres et intellectuels.

Osons la prévision

Depuis l'ouverture politique de 1989, et plus particulièrement depuis l'intervention de l'Armée en janvier 1992, chacun sait que l'Algérie est entrée dans une phase d'instabilité structurelle et durable. Situation volatile dans laquelle peuvent se produire toutes les dérives et toutes les explosions. Car, il est évident que, face au projet islamiste, l'Armée et le pouvoir n'ont qu'une marge de manoeuvre très réduite. Comme on pouvait s'y attendre dès le retour de l'Armée sur le devant de la scène, la tentative de reprise en main par la répression a échoué et le terrorisme est devenu une réalité endémique de l'Algérie. La situation économique du pays est profondément dégradée, induisant un effondrement brutal des conditions de vie de très larges couches de la population, notamment des couches moyennes. Et l'absence de projet politique porteur du côté du pouvoir est une donnée patente depuis des années : les gouvernants adoptent une stratégie de simple conservation, alors que toutes les bases, idéologiques, politiques, économiques et sociales, du système antérieur ont déjà disparu ou sont en train de s'effondrer.

On peut donc s'attendre à ce que le très fragile édifice que l'Armée tient à bout de bras bascule avant longtemps.

Et sur le plan de la prospective politique, les hypothèses ne sont pas très nombreuses : où bien les éléments "durs" de l'Armée imposent un renforcement sous tous azimuts de la gestion autoritaire et répressive, ce qui conduira le pays à un régime militaire, de plus en plus expéditif dans ses méthodes (pour simplifier, qualifions cette hypothèse d'"alternative sud-américaine") ; ou bien les islamistes parviennent à leurs fins et s'emparent du pouvoir, soit par la voie de la négociation et du compromis avec les "modérés" du pouvoir, soit à l'issue d'une période d'affrontements violents.

Même si les cheminements peuvent être divers et même si des facteurs géo-politiques peuvent intervenir pour tempérer quelque peu les évolutions, le pays paraît condamné à une alternative assez simple : la dictature militaire ou la dictature islamiste.

Dans cet environnement quel avenir, quelle marge pour la "question berbère" ? Que deviendront ces partis "kabyles" qui n'osent encore s'assumer comme tels mais qui le sont par leur assise régionale et par l'idéologie de leurs militants et électeurs ? Bien évidemment, une réponse précise et définitive à une telle question est impossible tant la situation politique est instable et incertaine : les embardées de l'Algérie sont celles du bateau ivre. Comme l'a montré l'assassinat de M. Boudiaf, toutes les tensions et tous les rebondissements sont possibles. La prévision ne saurait être événementielle, mais seulement structurale ; essayer d'explorer le champ des évolutions possibles suppose un certain nombre d'hypothèses et d'appréciations sur la situation politique globale de l'Algérie, sur la nature sociologique et idéologique de la revendication berbère. Or, il semble bien que plusieurs données de base sont bien là qui ne varieront pas avant longtemps.

Si l'on admet : que le pouvoir actuel n'a plus (et n'aura pas) les moyens de restaurer un consensus social minimum ; qu'en dehors de la Kabylie et de quelques régions berbérophones secondaires, les grandes masses arabophones, rurales et urbaines, n'ont d'autre référence idéologique que l'islamisme et l'arabisme – largement confondus d'ailleurs dans la conscience collective ; que la conscience identitaire berbère est une donnée profondément ancrée et pérenne parmi les populations kabyles ; que cette conscience identitaire berbère, indépendamment de ses références culturelles propres, s'oppose radicalement tant à l'islamisme qu'à l'arabisme, les hypothèses d'évolution les plus probables incluent toutes la possibilité d'une rupture de l'idée nationale algérienne : *de facto*, la Kabylie est déjà "ailleurs". Tous les développements des quatre dernières années ont conforté l'opinion kabyle dans la conscience de son particularisme et le cul-de-sac politique national actuel ne peut qu'accentuer ce sentiment. Que ce soit dans le rapport à l'Islam, à la modernité ou à la démocratie, la population kabyle est désormais globalement convaincue qu'elle est aux antipodes du reste de l'Algérie. Il faudrait sans doute bien peu de chose pour que cet "ailleurs" prenne la configuration d'un projet nationalitaire, autonomiste ou sécessionniste. On peut même penser que le RCD et le FFS, dans la période 1988-1992 ont grandement contribué à freiner cette évolution. Mais ils n'ont pu le faire que parce qu'il existait encore à l'époque un certain espoir d'évolution démocratique au niveau national. Et c'est dans cette perspective que les deux partis se sont positionnés. Or, cette hypothèse, pour autant qu'elle ait jamais eu une réelle consistance, a volé en éclats. Aucune alternative démocratique nationale n'est simplement concevable, à brève ou moyenne échéance, pour la bonne raison qu'en dehors de la Kabylie, les forces démocratiques n'ont pas d'existence significative. De ce point de vue, les deux tests électoraux de juin 1990 et décembre 1991 ont montré que l'îlot linguistique berbérophone kabyle était aussi un isolat politique.

La potentialité d'une radicalisation du "front berbère" paraît bien inscrite dans le paysage politique algérien, quels que soient les développements de la situation : un pouvoir islamiste à Alger se heurtera nécessairement à une forte résistance kabyle qu'il cherchera immédiatement à briser ; une dynamique séparatiste aurait toutes les chances de s'en suivre. Quant au maintien du pouvoir militaire actuel, en

l'absence de toute perspective politique novatrice, il ne peut guère se concevoir – quels que soient les moyens répressifs mis en œuvre – en dehors d'un renforcement de la référence à la langue arabe et à l'Islam. On voit mal quelle autre ressource idéologique il pourrait mobiliser pour se perpétuer. Rejeté par le gros de la société, le régime algérien est certainement condamné, *soit à passer la main aux islamistes, soit à faire, peu ou prou, leur politique*. En conséquence, l'encerclement et la mise en accusation de la berbérophonie et de la Kabylie sont probablement inclus dans l'avenir proche de l'Algérie.

On pourrait aussi, en théorie, imaginer une convergence entre l'oligarchie militaro-bureaucratique détentrice du pouvoir et la Kabylie, dans le cadre d'un front "moderniste", opposé aux islamistes. Une configuration qui rappellerait un peu certains cas du Moyen-Orient où un appareil politico-militaire s'allie à (ou s'appuie sur) une minorité (religieuse là-bas, ethnique ici) pour contrôler une population majoritairement hostile. Les Kabyles devenant alors les "supplétifs" intégrés d'un régime autoritaire. Ligne que pourraient dessiner les convergences constatées entre le RCD et le courant "libéralo-moderniste" du pouvoir. Mais l'hypothèse paraît très théorique et peu crédible. D'abord parce que l'ancrage social du RCD en Kabylie est limité : parti des élites, il peut difficilement prétendre représenter durablement et significativement l'ensemble de la Kabylie. Et l'alliance politique et la participation au pouvoir dans de telles conditions, lui seraient certainement fatale du point de vue de son assise kabyle. Les dirigeants du RCD en sont probablement conscients, qui, tout en apportant leur appui aux gouvernants successifs depuis 1989, ont été très prudents quant à leur participation directe à la gestion du pays. Mais, surtout, une convergence efficace autour de la référence à la "modernité" est rendue très problématique par l'arabisme enraciné des hommes du pouvoir. Or, l'alliance évoquée ne pourrait être concevable et politiquement productive qu'au prix de la reconnaissance du berbère comme seconde langue nationale du pays. On peut douter que les principales personnalités de l'Armée et des sphères politiques en place, toutes connues pour leur attachement à l'arabité et leur anti-berbérisme (y compris celles qui sont d'origine kabyle), s'engagent sur une telle voie.

On peut, tout au contraire, avec plus de vraisemblance, s'attendre à ce que, en fin de compte, un rapprochement entre les islamistes et le pouvoir se produise, sur la base de la référence partagée à l'Islam et à l'arabisme : les Berbères servant de boucs-émissaires pour la reconstitution d'un consensus national. On retrouverait alors une configuration très classique des régimes autoritaires en crise, faisant payer à leurs minorités leur incurie et leur incapacité à gérer les contradictions de leur société autrement que par la violence et la manipulation.

NOTES

1. le RCD s'est constitué formellement en février 1989 (cf. *Le Monde* du 15.02.1989), avant même l'adoption de la nouvelle Constitution reconnaissant le droit d'association politique, et plusieurs mois avant la loi de juin 1989 organisant ce pluralisme ; les premières initiatives publiques en vue de sa création remontent à la fin octobre/début novembre 1988. Cette chronologie "haute" implique nécessairement l'aval et la sollicitude de certains courants du pouvoir ("aile libéralo-moderniste" ?), dont, du reste, les principaux initiateurs du RCD ne font pas mystère.

2. S. Chaker : "La voie étroite : la revendication berbère entre culture et politique", *AAN XXVIII*, 1989. Une version provisoire de ce texte est parue dans *Algérie-Actualité*, n° 1280 du 26 avril 1990 et est reprise dans mon livre *Imazighen ass-a* (Alger, Bouchène, 1990, chap. 12).

3. On trouvera le détail, notamment géographique, des résultats de ces scrutins dans la presse algérienne de l'époque ; pour les élections législatives de décembre 1991, voir notamment *El Watan* du mercredi 8 janvier 1992.

4. le cas de l'insurrection armée du FFS en 1963 est particulièrement éclairant à ce sujet : initiée sur la base d'un projet de résistance démocratique nationale à l'autoritarisme du tandem Ben Bella-Boumédiène, la rébellion se retrouve, en quelques semaines, strictement confinée à la Kabylie... Et, bien sûr, dénoncée par le pouvoir comme tentative sécessionniste !

BIBLIOGRAPHIE

- AIT-AHMED (Hocine), 1989, *L'affaire Mécili*, Paris, La Découverte.
- CHAKER (Salem), 1981 (et suiv.), "Langue et littérature berbères. Chronique des études", *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XX (et suiv.), Paris, CNRS.
- CHAKER (Salem), 1984, *Textes en linguistique berbère. (Introduction au domaine berbère)*, Paris, CNRS, 292 p.
- CHAKER (Salem), 1989, *Berbères aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan/Imazighen ass-a, Alger, Bouchène, 1990.
- CHAKER (Salem), 1989, "La voie étroite : la revendication berbère entre culture et politique", AAN XXVIII, p. 281-296. (Une version provisoire de ce texte est parue dans *Algérie-Actualité*, n° 1280 du 26 avril 1990).
- CHAKER (Salem), 1991, "Berbères : question nationale, question culturelle ?", *L'Événement européen*, 16, 1991, p. 191-203 ("Minorités. Quelles chances pour l'Europe ?").
- CHAKER (Salem) et ABROUS (Dahbia), 1988, "Berbérisme ou la dimension innommable", *REMMM*, n° 49 : 173-197.
- HARBI (Mohamed), 1975, *Aux origines du FLN : le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Chr. Bourgeois (notamment : 111-117)
- HARBI (Mohamed), 1980/a, *Le FLN, mirages et réalité*, Paris, Edit. Jeune Afrique, (notamment chap. 4 : 59-68).
- HARBI (Mohamed), 1980/b, "Nationalisme algérien et identité berbère", *Peuples méditerranéens*, 11 : 31-37.
- HARBI (Mohamed), 1981, *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, Edit. Jeune Afrique.
- HARBI (Mohamed), 1984, *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Editions Complexe. (notamment : 125-126).
- Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 1987, n° 44, "Berbères : une identité en construction", sous la resp. de S. Chaker, Aix-en-Provence.
- ROBERTS (Hugh), 1983, "The Economics of Berberism : the Material Basis of the Kabyle Question in Contemporary Algeria", *Government and opposition*, 19 : 218-235.
- OUERDANE (Amar), 1990, *La question berbère dans le mouvement national algérien*, Sillery (Québec), Edit. du Septentrion, 254 p.
- SADI (Hend), 1986, "Ben Bella et le MDA", *Tafsut-Etudes et débats*, 3, p. 89-98.
- Tafsut - Etudes et débats*, 1983-1987, Tizi-Ouzou/Aix-en-Provence, (4 vol. parus).